

LE PRETEXTE,
société par actions simplifiée
au capital de 10 000€ (dix mille euros) euros,
Siège social : 4 avenue d'Espondeilhan
34290 Servian

STATUTS SAS

Les soussignés,

1° Karine Pret, demeurant à 3 rue Saint Exupéry, 34290 Servian, née le 28 décembre 1981 à Bondy, Divorcée,

2° Julien Pret, demeurant à 9 boulevard de la Lène, 34290 Servian, né le 28 février 1987 à Meaux, Célibataire,

Ont établi ainsi qu'il suit :

Les statuts de la société par actions simplifiée devant exister entre eux et toute autre personne qui viendrait ultérieurement à acquérir la qualité d'associé.

I. - FORME - OBJET - DÉNOMINATION SOCIALE- SIÈGE SOCIAL - DURÉE

Article 1 - . Forme

La Société est une société par actions simplifiée.

Elle est régie par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur ainsi que par les présents statuts.

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés. A tout moment, la Société pourra devenir unipersonnelle ou redevenir pluripersonnelle sans que la forme sociale n'en soit modifiée.

Article 2 - . Objet

La Société a pour objet, directement ou indirectement, en France ou à l'étranger :

- L'exploitation d'un bar afterwork et event bar ;
- La vente de boissons alcoolisées et non alcoolisées ;

- L'organisation d'événements, soirées et animations ;
- Restauration ;
- Vente sur place et à emporter ;
- Location de salle ou privatisation ;
- Vente de produits dérivés ;
- Toutes licences de débit de boissons nécessaires.
- La participation directe ou indirecte de la Société à toutes activités ou opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières, en France ou à l'étranger, sous quelque forme que ce soit, dès lors que ces activités ou opérations peuvent se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tous objets similaires, connexes ou complémentaires ;

La société appliquera, le cas échéant, la Convention Collective Nationale des Hôtels, Cafés et Restaurants (HCR – IDCC 1979).

Article 3 - . Dénomination sociale

La Société a pour dénomination sociale « LE PRÉTEXTE » .

Article 4 - . Siège social

Le siège social est fixé à 4 avenue d'Espondeilhan – 34290 Servian

Il peut être transféré en tout autre endroit du territoire français par décision du Président après accord préalable du Directeur Général, qui est habilité à modifier les statuts en conséquence. Toutefois, cette décision devra être ratifiée par la plus proche décision collective des associés.

La création, le déplacement, la fermeture des succursales, agences et dépôts situés en tous lieux ou à l'étranger, interviennent également sur décision du Président après accord préalable du Directeur Général qui devra être ratifiée par la plus proche décision collective des associés.

Article 5 - . Durée

La durée de la Société est de 99 ans à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf prorogation ou dissolution anticipée.

II. - APPORTS - CAPITAL SOCIAL - ACTIONS

Article 6 - . Apports en numéraire

› Les associés apportent :

Karine Pret apporte à la Société une somme totale de **cinq mille cent euros** correspondant à **51 actions** de **100 euros** de valeur nominale chacune, entièrement souscrites et intégralement libérées.

Julien Pret apporte à la Société une somme totale de **quatre mille neuf cent euros** correspondant à **49 actions** de **100 euros** de valeur nominale chacune, entièrement souscrites et intégralement libérées.

Article 7 - . Capital social

Le capital social est fixé à la somme de dix mille euros [10 000 euros].

Il est divisé en cent [100] actions de cent euros [100 euros] de valeur nominale intégralement libérées et de même catégorie.

Article 8 - . Comptes courants d'associés

Les avances en compte courant d'associé consenties par Monsieur Julien Pret pourront être remboursées par priorité, sous réserve des disponibilités de trésorerie et de l'intérêt social de la Société.

Article 9 - . Modifications du capital

Le capital social peut être augmenté, réduit ou amorti conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Toute augmentation de capital réalisée au bénéfice d'un tiers doit être soumise à l'agrément des associés dans les conditions prévues à l'article 14.

Article 10 - . Libération des actions

Les actions sont libérées lors de leur souscription conformément aux dispositions légales.

Les sommes restant à verser sur les actions à libérer en espèces sont appelées par le Président, qui détermine les dates et l'importance des appels de fonds.

Article 11 - . Forme des actions

Les actions de la Société doivent obligatoirement être nominatives.

Elles donnent lieu à une inscription à un compte ouvert par la Société au nom de chaque associé dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions législatives et réglementaires applicables.

Article 12 - . Indivisibilité des actions - Nue-propriété et usufruit

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

Les copropriétaires d'actions indivises sont représentés aux assemblées générales par l'un d'eux ou par un mandataire unique.

Lorsque les actions sont grevées d'usufruit, le droit de vote est exercé par le nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des bénéfices où il est réservé à l'usufruitier.

Article 13 - . Droits et obligations attachés aux actions

1. Chaque action donne droit, dans la propriété de l'actif, dans le partage des bénéfices et dans le boni de liquidation, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

2. Les associés ne sont responsables du passif social qu'à concurrence de leurs apports respectifs.

3. Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux présents statuts et aux décisions collectives des associés.

Article 14 – Admission aux assemblées et droit de vote

Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives, personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, sous réserve de leur inscription en compte à son nom.

Chaque action donne droit à une voix.

Les associés peuvent se faire représenter par un autre associé ou par toute personne munie d'un pouvoir écrit, dans les conditions prévues par la loi et les présents statuts.

Les décisions collectives peuvent être prises en assemblée, par consultation écrite ou par tout autre moyen de télécommunication permettant l'identification des associés et garantissant leur participation effective, dans les conditions prévues par la loi.

Article 15 - . Transmission des actions

Les actions sont librement cessibles entre associés.

Toute cession ou transmission d'actions à un tiers, à quelque titre que ce soit (vente, donation, échange, apport, succession, liquidation de communauté ou toute autre transmission) est soumise à l'agrément préalable des associés dans les conditions prévues aux présents statuts.

La demande d'agrément est notifiée au Président par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par tout moyen écrit permettant d'en établir la réception. Elle précise l'identité du cessionnaire ou bénéficiaire, le nombre d'actions concernées ainsi que les conditions de la transmission.

Les associés se prononcent dans un délai de trois (3) mois à compter de la réception de la demande. À défaut de réponse dans ce délai, l'agrément est réputé acquis.

Toute transmission réalisée en violation des présentes dispositions est inopposable à la Société.

Les modalités d'exercice du droit de préemption ainsi que la clause de sortie conjointe sont définies aux articles suivants.

Article 16 - . Droit de préemption

Tout transfert de titres est soumis au respect du droit de préemption conféré aux associés dans les conditions définies au présent article.

1. En cas de projet de transfert de tout ou partie de ses titres, l'associé cédant devra adresser à la Société et à chacun des associés, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, une notification de transfert indiquant :

- le nombre de titres dont le transfert est envisagé ;
- l'identité de l'acquéreur ;
- la nature du transfert envisagé ;
- le prix (ainsi que les conditions de paiement y afférant) ou, dans l'hypothèse où le transfert envisagé ne serait pas une vente, une estimation de bonne foi du prix offert dans le cadre du transfert envisagé ;

Lorsque les droits de préemption sont supérieurs au nombre de titres dont le transfert est projeté, lesdits titres sont répartis par le Président entre les associés qui ont notifié leur demande de préemption au prorata de leur participation au capital de la Société et dans la limite de leurs demandes.

Lorsque les droits de préemption exercés sont inférieurs au nombre de titres dont le transfert est projeté, les droits de préemption sont réputés n'avoir jamais été exercés et l'associé cédant est libre de réaliser

L'opération au profit du cessionnaire mentionné dans sa notification de transfert et aux conditions ainsi notifiées.

La notification de transfert constituera une offre irrévocable et inconditionnelle de l'associé cédant aux associés non cédants de leur vendre la totalité, et la totalité seulement, des titres transférés aux conditions figurant dans la notification de transfert.

Les associés disposent d'un délai de trente (30) jours à compter de la réception de la notification pour exercer leur droit de préemption.

Article 17 - Clause de sortie conjointe (Tag Along)

En cas de projet de cession par un associé de tout ou partie de ses actions à un tiers, l'autre associé bénéficiera du droit de céder tout ou partie de ses propres actions au même acquéreur, aux mêmes conditions de prix et modalités.

Le cessionnaire devra acquérir les actions de l'associé bénéficiaire du présent droit dans les mêmes conditions que celles proposées à l'associé cédant.

L'associé cédant devra notifier le projet de cession à l'autre associé par lettre recommandée avec avis de réception.

À défaut, la cession envisagée ne pourra être réalisée.

Article 18 - . Location d'actions

La location d'actions est interdite.

Article 19 - Comptes courants

Outre les apports, les associés pourront verser ou laisser à disposition de la société toutes sommes dont cette dernière pourrait avoir besoin. Ces sommes sont inscrites au crédit d'un compte ouvert au nom de l'associé concerné.

Les comptes courants ne doivent jamais être débiteurs.

La société a la faculté d'en rembourser tout ou partie, après avis donné par écrit un mois à l'avance, sauf stipulation contraire.

Les modalités de ces prêts sont arrêtées par accord entre le Président, le Directeur Général et l'associé intéressé.

III. - GOUVERNANCE DE LA SOCIÉTÉ

Article 20 - . Président

1. La Société est dirigée par un Président, personne physique ou morale, associé ou non de la Société. En cours de vie sociale, le Président est désigné par la collectivité des associés.

2. La durée des fonctions de Président est pour une durée indéterminée.

Le mandat du Président est renouvelable sans limitation.

En cas de décès, de démission ou de révocation du Président de la Société, il est pourvu à son

remplacement dans les plus brefs délais. Le Président remplaçant est nommé par la collectivité des associés.

3. Les fonctions de Président prennent fin par l'arrivée du terme prévu lors de sa nomination, par la démission, par la révocation, ou par l'ouverture à son encontre d'une procédure de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

La révocation du Président peut être prononcée à tout moment par la collectivité des associés. Celle-ci doit être prononcée pour de justes motifs.

4. Le Président dirige la Société et la représente à l'égard des tiers.

A ce titre, il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société dans les limites de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par la loi et les statuts à la collectivité des associés.

Les dispositions des présents statuts limitant les pouvoirs du Président sont inopposables aux tiers.

La Société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

Le Président peut déléguer à toute personne de son choix certains de ses pouvoirs pour l'exercice de fonctions spécifiques ou l'accomplissement de certains actes.

5. Rémunération du Président

Le Président peut percevoir une rémunération fixe, variable ou exceptionnelle, ou exercer ses fonctions à titre gratuit.

La rémunération, sa modification ou sa suppression sont fixées par décision collective des associés, constatée par procès-verbal, sans qu'il soit nécessaire de modifier les présents statuts.

Article 21 - . Directeur Général

1. Les associés peuvent nommer, dans les mêmes conditions que le Président, un ou plusieurs Directeurs Généraux, personnes physiques ou morales, ayant à titre habituel le pouvoir d'engager la Société. Le Directeur Général peut être associé ou salarié de la Société.

2. La durée des fonctions de Directeur Général est fixée pour une durée indéterminée.

3. Rémunération du directeur général

Le Directeur Général peut percevoir une rémunération fixe, variable ou exceptionnelle, ou exercer ses fonctions à titre gratuit.

La rémunération, sa modification ou sa suppression sont fixées par décision collective des associés, constatée par procès-verbal, sans qu'il soit nécessaire de modifier les présents statuts.

Le Directeur Général peut obtenir le remboursement, sur justificatifs, des dépenses engagées dans le cadre de ses fonctions.

4. Les fonctions de Directeur Général prennent fin dans les mêmes conditions que celles du Président. En cas de décès, démission ou empêchement du Président, le Directeur Général en fonction conserve ses fonctions et attributions.

5. Le Directeur Général dispose, à l'égard des tiers, des mêmes pouvoirs que le Président et est soumis aux mêmes limitations de pouvoirs que ce dernier.

Article 22 – Décisions collectives des associés

Les décisions collectives ordinaires sont prises à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote.

Toutefois, les décisions suivantes devront être prises à l'unanimité des associés :

- modification des statuts ;
- augmentation ou réduction du capital social ;
- entrée d'un nouvel associé ;
- cession d'actions à un tiers ;
- dissolution anticipée de la société ;
- vente du fonds de commerce ;
- souscription d'un emprunt supérieur à 5000 euros ;
- changement significatif d'activité ;
- fusion, scission ou apport partiel d'actif ;
- révocation du Directeur Général ;
- modification des pouvoirs du Directeur Général ;

Chaque action donne droit à une voix.

IV- EXERCICE SOCIAL - COMPTES ANNUELS - AFFECTATION ET RÉPARTITION DES BÉNÉFICES - PAIEMENT DES DIVIDENDES

Article 23 - . Exercice social

L'exercice social commence le 1^{er} juillet et se termine le 30 juin de chaque année.

Article 24 - . Comptes annuels

Le Président établit les comptes annuels de l'exercice, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Article 25 - . Affectation et répartition des bénéfices

Si les comptes de l'exercice approuvés par les associés font apparaître un bénéfice distribuable tel que défini par la loi, les associés décident soit :

- de l'affecter à un ou plusieurs postes de réserves ;
- de le reporter à nouveau ;
- de le distribuer.

Article 26 - . Paiement des dividendes - Acomptes

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires et déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve, en application de la loi ou des statuts, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué des acomptes sur dividende avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

Les modalités de mise en paiement des dividendes sont fixées par la collectivité des associés ou, à défaut, par le Président.

La collectivité des associés peut décider d'accorder à chaque associé, pour tout ou partie du dividende mis

en distribution ou des acomptes sur dividendes, une option entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions.

V- TRANSFORMATION - DISSOLUTION - LIQUIDATION

Article 27 - . Transformation

La Société peut se transformer en société d'une autre forme dans les conditions prévues par la loi.

Article 28 - . Capitaux propres devenus inférieurs à la moitié du capital social

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président est tenu, dans les quatre (4) mois qui suivent l'approbation des comptes ayant constaté ces pertes, de convoquer la collectivité des associés à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, la Société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième (2^e) exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue, de réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

Article 29 - . Dissolution anticipée - Prorogation

La collectivité des associés peut, à toute époque, prononcer la dissolution anticipée de la Société.

Un an au moins avant la date d'expiration de la durée de la Société, le Président doit provoquer une réunion de la collectivité des associés à l'effet de décider si la Société doit être prorogée.

Article 30 - . Dissolution - Liquidation

6. A l'expiration de la Société ou en cas de dissolution anticipée, la collectivité des associés règle le mode de liquidation.

7. Un ou plusieurs liquidateurs sont alors nommés par la collectivité des associés.

8. En fin de liquidation, les associés sont réunis pour statuer sur le compte définitif, sur le *quitus* de la gestion des liquidateurs, la décharge de leur mandat et pour constater la clôture de la liquidation.

9. Le partage des capitaux propres subsistant après remboursement du nominal des actions est effectué entre les associés dans les mêmes proportions que leur participation au capital social.

Article 31 – Médiation préalable

En cas de différend entre associés relatif à l'interprétation ou à l'exécution des présents statuts, les associés s'engagent, préalablement à toute action judiciaire, à tenter une résolution amiable du litige par voie de médiation. Le préemption

médiateur sera choisi d'un commun accord.

À défaut d'accord dans un délai de trente (30) jours suivant la désignation du médiateur, les parties

retrouveront leur liberté d'action.

VI. - DIVERS

Article 32 - . Nomination du premier président

Monsieur Julien Prêt est nommé Président de la Société pour une durée indéterminée.

Article 33 - . Nomination du premier Directeur Général

Madame Karine Pret est nommée Directrice Générale pour une durée indéterminée.

Fait à .Servian, le...06/07/26

En 2 exemplaires

Signatures :

Le Président

Bon pour acceptation des fonctions de Président



Le Directeur Général

Bon pour acceptation des fonctions de Directeur généra



JP KP